



HAL
open science

Femmes musulmanes dans un quartier populaire. Territoire, santé, éducation.

Geneviève Zoïa, Laurent Visier

► **To cite this version:**

Geneviève Zoïa, Laurent Visier. Femmes musulmanes dans un quartier populaire. Territoire, santé, éducation.. *Ethnologie française*, 2017, *L'Islam en France*, 168 (4), pp.683 - 692. 10.3917/ethn.174.0683 . hal-01841376

HAL Id: hal-01841376

<https://hal.umontpellier.fr/hal-01841376>

Submitted on 26 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FEMMES MUSULMANES DANS UN QUARTIER POPULAIRE

Geneviève Zoïa, Laurent Visier

Presses Universitaires de France | « [Ethnologie française](#) »

2017/4 N° 168 | pages 683 à 692

ISSN 0046-2616

ISBN 9782130788126

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2017-4-page-683.htm>

Pour citer cet article :

Geneviève Zoïa, Laurent Visier « Femmes musulmanes dans un quartier populaire »,
Ethnologie française 2017/4 (N° 168), p. 683-692.
DOI 10.3917/ethn.174.0683

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Femmes musulmanes dans un quartier populaire

Territoire, santé, éducation

Geneviève Zoïa

Université de Montpellier, faculté d'éducation

CEPEL

Genevieve.zoia@umontpellier.fr

Laurent Visier

Université de Montpellier, faculté de médecine

CEPEL

Laurent.visier@umontpellier.fr

RÉSUMÉ

Cet article relate trois ans de recherche ethnographique dans un quartier pauvre d'une ville française de taille moyenne. Il décrit l'expérience de femmes musulmanes à partir de trois moments : le soin (la consultation médicale), l'alimentation des enfants (la cantine) et l'éducation (l'école). Il montre comment le quartier produit une organisation sociale spécifique tandis que l'islam devient le cadre majeur d'analyse et d'action, à la fois des habitants et des professionnels.

Mots-clés : Pauvreté. Quartier. Femme. Musulman. Culture.

Or, personne ne voulait rien et pourtant tout le monde agit en sorte que certains d'entre nous, pourvus des mêmes qualités humaines [...] soient qualifiés de sous-hommes. Personne n'armait sa volonté consciente d'un désir de nuisance et pourtant il existe des gens insensiblement cassés par le fonctionnement feutré de mécanismes diffus qui transparaissent à l'examen de la vie quotidienne dans l'épaisseur de ses différents niveaux.
Colette Pétonnet [1979 : 241]

■ Femmes et quartier

Cet article¹ relate une recherche ethnologique et sociologique menée depuis maintenant trois ans² dans un quartier, habité majoritairement par des populations immigrées et issues de l'immigration, d'une ville française de 150 000 habitants. Le quartier est très pauvre, sa population est jeune, et tous les indicateurs (niveau de formation, chômage, délinquance, précarité financière, aide sociale, etc.) soulignent un cumul des handicaps. À l'origine construit pour l'arrivée des rapatriés d'Algérie, il s'est progressivement vidé de sa population de pieds-noirs pour être aujourd'hui peuplé très

majoritairement d'habitants originaires du Maroc, alors que les professionnels (de l'éducation, de la santé et du travail social) qui y travaillent sont massivement des natifs de métropole, sans ascendance migratoire, issus de la population majoritaire. Ces derniers sont couramment désignés comme des « blancs » ou des *gaouris*³ par les habitants du quartier.

Aisé d'accès, même s'il n'y a aucune raison de s'y rendre pour ceux qui n'y habitent pas ou n'y travaillent pas, ce quartier de 2 500 habitants où « tout le monde se connaît » est propice à une enquête de terrain de longue haleine. La dégradation de l'espace urbain apparaît dès le premier regard : ici, ce ne sont pas des tours gigantesques qui barrent la vue, mais des blocs de quelques étages dont les façades délabrées laissent échapper une laine de verre fatiguée. Nous le nommerons « le quartier », par souci d'anonymat mais aussi pour illustrer notre position théorique : le quartier est considéré comme une unité d'analyse car nous faisons l'hypothèse qu'il offre des conditions de socialisation propres, structurant les modes de pensées et les relations sociales des gens qui y vivent et y travaillent.

Il est à la fois produit par un système qui engage le monde élargi dans lequel il est enserré, et producteur de pratiques et conduites sociales : en ce sens, nous pouvons parler de « ghetto ». Il ne s'agit pas de postuler ici que les quartiers pauvres seraient les équivalents *stricto sensu* des ghettos noirs américains mais d'attirer l'attention sur les effets de la ségrégation socioculturelle de ces quartiers et leurs « effets de culture », à savoir les systèmes de sens et d'attitudes partagés participant de la constitution d'un « contre-monde » [Lapeyronnie, 2008] et entravant les chances de réussite.

Alors que le terme de « ghetto » était considéré jusqu'aux années 2000 comme impropre à qualifier la situation des quartiers de relégation en France, il devient aujourd'hui plus difficile d'en faire l'économie. En effet, au-delà de la controverse entre Wacquant et Lapeyronnie sur les caractéristiques du ghetto, la particularité de la situation française et finalement l'opportunité de mobiliser cette notion [Kokoreff, 2009], on constate un accroissement des phénomènes de séparation ethnique. Ainsi, les recherches de l'INED montrent que « la ségrégation ethnique des quartiers sensibles a continué à progresser entre 1990 et 1999 » [Shon, 2009]. On sait également que l'expérience scolaire des familles est toujours plus marquée par cette séparation [Felouzis *et al.*, 2005]. On sait enfin que le mécanisme en miroir de stigmatisation et de retournement du stigmate prend de plus en plus les voies de l'identité culturelle et religieuse : islamisation et islamophobie [Lagrange, 2014] se répendent.

Notre enquête s'attache à rendre compte des mécanismes et des conséquences au quotidien de cette séparation, et nous montrons qu'il se construit dans le quartier une forme de culture. Pourtant nous ne reprendrons pas ici à notre compte l'expression de « culture de la pauvreté » dans la mesure où cette théorie, née [Lewis, 1978] et largement débattue [Wilson, 2010] aux États-Unis, est marquée par une matrice anthropologique interprétative peu débattue en France [Bacqué *et al.*, 2014]. Admettre une telle conception reviendrait à considérer qu'un ensemble de caractéristiques, de traits moraux acquis par les personnes vivant en situation de pauvreté, formerait une « culture » qui, se reproduisant et se transmettant, serait la cause des problèmes des habitants de ce quartier très ségrégué. On sait l'exploitation politique qui pourrait alors être faite : d'une part, les pauvres seraient responsables de leur situation (*victim blaming*), d'autre part, toute politique sociale à leur égard serait vouée à l'échec. Plus encore, il nous semble que l'idée de culture de la

pauvreté se limite à considérer ses effets sur les seuls habitants pauvres du quartier et à les ethniciser, en oubliant les effets sur les professionnels y intervenant.

Or, nous constatons sur le terrain que les mécanismes repérés ne sont pas propres aux seuls habitants mais concernent également les intervenants du quartier, même si les effets sont différents chez les uns et chez les autres. Nous observons une forme d'organisation sociale spécifique répondant aux conditions de ségrégation, un système de conduites sociales ou une culture de résistance, au sens de Hoggart [1970], qui comprend la délinquance, la radicalisation, le manque de travail, le départ des familles moins captives, la concentration des plus pauvres, les petites et grandes discriminations, le raidissement des rôles masculins, l'homogénéité ethnoculturelle, etc. En ce sens, la disqualification du quartier est en partie « héritée ».

Nous avons fait le choix de rendre compte de l'expérience ordinaire du quartier à partir des femmes musulmanes et de trois moments relevant de l'éducation et de la santé : le soin (la consultation médicale), l'alimentation des enfants (la cantine) et l'éducation (l'école). Les données mobilisées combinent entretiens individuels et collectifs, récits de vie et observations ethnographiques. Pendant trois ans, nous avons fréquenté assidûment la rue, les locaux de la principale association de quartier (laquelle a mis à notre disposition un appartement qui nous sert de QG), du centre social et de l'école mais aussi, en dehors du quartier, les services de la mairie et de l'éducation nationale. Soixante entretiens individuels ont été menés et nous avons animé, six mois durant, un groupe réunissant une dizaine de femmes. Nous avons également participé à une cinquantaine de réunions, à l'extérieur et à l'intérieur du quartier, avec les acteurs de la politique territoriale, de l'éducation, du travail social ainsi que les élus. Cette approche s'est doublée d'une ethnographie appuyée sur une observation flottante permise par un temps long.

Notre choix d'enquêter auprès des femmes tient à leur centralité pour comprendre les questions sociales contemporaines : dans tous les domaines, et particulièrement ceux de l'éducation et de la santé que nous explorons ici, les femmes sont confrontées à des formes de domination plus aiguës que les hommes [Göle, 2005] tout en étant plus actives que ces derniers, souvent fragilisés par une relation précaire à l'emploi. Les femmes du quartier sont aussi un objet de concurrence dans le cadre d'une entreprise morale de définition de leur identité et de leur rôle. Le contrôle exercé

sur les femmes, à la fois très actives et peu visibles, est un enjeu de pouvoir dans et hors du quartier. L'espace public étant préférentiellement occupé par des hommes, souvent jeunes, on voit peu les femmes dans les rues, sauf à des occasions précises (entrée et sortie des écoles, déplacement vers la mosquée, jours de marché, etc.). Ici, la notion d'intersectionnalité [Dorlin, 2012] rend bien compte du fait qu'un rapport de domination n'est pas exclusif d'un autre. L'exemple fondateur du *black feminism* montre comment on peut être dominée, d'une part, comme femme et, d'autre part, comme noire – chacun des modes de domination présentant des caractéristiques propres et des conflits spécifiques –, et surtout que les deux axes se potentialisent et s'organisent dans une expérience singulière de femme noire. Notre choix de privilégier les femmes et les trois entrées ethnographiques que sont la consultation, l'alimentation et l'éducation s'appuie sur la volonté d'adopter un regard le plus éloigné possible de la logique de ghetto, constitué habituellement autour d'une population (les adolescents et les jeunes hommes) et d'un type de pratique : la délinquance [Avenel, 2016].

■ Se soigner : chez le médecin

La santé des populations dans les quartiers, et plus encore celle des femmes, est un domaine peu exploré par les sciences sociales. Une photographie des femmes avec lesquelles nous travaillons laisserait pourtant peu de doute sur le lieu où elle a été prise : le quartier est présent *sur* les corps (vêtements, présentation de soi) mais également *dans* les corps (couleur de peau, allure, poids). En ce sens les corps ne sont pas exempts de logiques sociales et culturelles, ils en sont au contraire une marque, une expression parmi d'autres.

Si les professionnels de santé (pharmaciens, médecins généralistes, infirmières, etc.) sont présents dans le quartier, la santé ne se vit pourtant pas de la même manière ici qu'ailleurs. Le quartier pourrait même être pensé comme un « environnement toxique » [Paddeu, 2013] à la fois sur le plan des conditions environnementales (sécurité, délabrement, conditions de vie, aménagement urbain) et des pratiques qui en découlent (modes alimentaires, fonctionnement des soins). Ainsi, lorsque nous avons convié à nos réunions des personnes étrangères à ces lieux, les réactions d'étonnement, de dégoût et d'indignation concernant le

local dans lequel nous nous réunissons, pourtant un appartement ordinaire du quartier, ne se font pas fait attendre : « Mais tous les appartements sont dans cet état-là ? » (une élue) ; « Quand-même, c'est vraiment dégueulasse. Les gens vivent dans ces conditions-là ? » (un responsable de l'Éducation nationale). Portant une désapprobation morale, leur regard montre également combien le quartier leur est étranger.

Le quartier a ses médecins, deux généralistes installés sur le même palier d'un immeuble, qui, connus de tous, viennent travailler tous les jours. Au premier étage d'une barre d'immeubles délabrée, le docteur Richard travaille seul, sans secrétariat, dans un cadre qui n'a rien à envier à nombre d'appartements du quartier : peinture défraîchie, salle d'attente délabrée. Les quatorze chaises en plastique de la salle d'attente sont le plus souvent occupées. À 55 ans, il a toujours exercé dans le quartier et assume aujourd'hui sans difficulté un nombre quotidien de consultations très largement supérieur à la moyenne des généralistes. Nous sommes étonnés lorsqu'il reconnaît un revenu net très élevé, de l'ordre de trois fois le revenu moyen d'un médecin généraliste en France. Il déclare, comme son confrère du cabinet voisin, « une moyenne d'au moins 60 consultations par jour et 40 à 45 consultations minimum le samedi matin ». Il a selon ses propres mots une « très grosse activité ». Le médecin est reconnu par les habitants du quartier, « ils m'aiment bien », dit-il. Les femmes questionnées affirment tenir à leurs médecins de proximité : ce sont « leurs » médecins, ils sont là, ils reçoivent sans rendez-vous. Ce qui ne les empêche pas de décrire l'activité médicale dans le quartier avec lucidité : « Ça dure cinq minutes la consultation. On rentre on dit qu'on a ça, tac-tac, voilà. » ; « Ils ne sont pas très tactiles. Enfin là n'est pas la question, mais ils sont directs quoi. » Il en va de même pour les spécialistes qui exercent dans le centre médical du quartier populaire voisin : « Moi, personnellement, je n'aime pas trop leur façon de parler avec les personnes. » La critique est cependant relativisée par le fait que ces médecins sont saturés, que la salle d'attente est constamment pleine et qu'ils n'ont pas suffisamment de temps : « Ils sont tellement fatigués, débordés qu'ils font n'importe quoi. Non, mais comment voulez-vous qu'il vous écoute alors qu'il a je sais pas combien de personnes, il le sait, qui attendent dehors. » ; « Il reçoit tout le monde, il ne sait pas dire non. »

Alors que les enquêtes ont montré que la durée et la qualité des relations malade/médecin sont bien plus faibles pour les patients couverts par la couverture

maladie universelle [Breuil-Genier et Goffette, 2006], nous observons ici à quel point la médecine du quartier est d'une autre nature que celle qui est dispensée en ville. Les codes n'y sont pas les mêmes. La gestion du temps est profondément différente dans le quartier : plus d'actes, plus courts, pas de formation continue. « Quand on a fait 80 actes dans la journée, on n'a pas envie d'aller se taper deux-trois heures de formation continue le soir. » Chez le médecin du quartier, on ne fait pas d'avance d'argent et on vient sans rendez-vous, « pour un oui pour un non ». Il est également possible d'obtenir un certificat assez facilement, qu'il s'agisse d'un arrêt de travail en période de ramadan ou d'une attestation de contre-indication de baignade pour une jeune fille. Si ces questions sont sensibles, elles sont admises, parfois à demi-mot, par les femmes mais aussi par les professionnels :

Les populations musulmanes ont du mal avec tout ce qui est le déshabillé, notamment au niveau des filles. On considère qu'il y a préjudice psychologique, et donc si une fille ne se sent pas bien déshabillée pour la piscine, elle peut très bien générer une anxiété, qui nécessite une dispense. C'est jouer sur les mots, mais... voilà [...]. Oui des raisons religieuses, aussi. Je pense que ça, c'est sous-entendu. Mais ce n'est pas dit. On ne va pas me dire : « L'islam a dit que non. » On va me dire : « la petite est complexée, elle ne veut pas se montrer en maillot. » Au bout du compte, on ne refuse pas, parce que de toute façon, il ne faut pas s'illusionner, si moi je refuse, ils iront voir X ou Y qui acceptera. Donc, c'est un peu ridicule de refuser absolument. Après, bon, la dispense est plus ou moins honnête, je le reconnais. Mais ça fait partie de la réalité.

Nous constatons que les médecins ont constitué au cours des ans une pratique largement modelée par le territoire. La médecine de quartier se construit avec des règles spécifiques pour l'accès au corps des patients et des patientes. Le plus souvent, la nudité est soit évitée (prise de tension sur un vêtement), soit contournée (accès au corps sans déshabillage), soit même mise hors-jeu (consultation sans examen clinique). La dimension religieuse n'est pas la seule en cause dans ce type de pratiques, la très courte durée de consultation est aussi déterminante. La consultation tend à devenir ici une consultation sans accès direct au corps. Ainsi le corps est peu accessible au sein même du cabinet médical. Mais il peine également à exister dans le quartier, comme le montre la difficulté que rencontrent des femmes atteintes d'une maladie grave pour faire état de

leur mal. Comme bien d'autres, Naima affirme que la maladie, au quartier, on n'en parle pas :

Le jour où j'ai eu mon cancer du sein, c'est comme si j'avais fait un crime. C'est à cause de ça que j'ai déménagé du quartier. Moi, maintenant si quelqu'un me demande, je réponds : « Oui, je vais bien. » Parce que j'ai dit stop à ce qui m'est arrivé la première fois que j'ai parlé. Aujourd'hui, je ne le dis à personne.

Malgré la taille limitée et l'interconnaissance qui caractérisent le quartier, nous notons que le soutien et l'entraide ne sont pas la règle. Ainsi, pour la gestion de la maladie, le quartier imprime ses marques, ses codes, sur les uns et les autres. Il ne nous paraît pas abusif de parler ici d'une « culture de santé » ; il ne s'agit pas d'une culture des pauvres, mais effectivement d'une culture de la pauvreté, dans le sens où elle régit aussi les pratiques des professionnels. Dans un effet de système, les habitudes de santé des habitants et des professionnels se répondent, s'organisent en structures pérennes, en pratiques qui se reproduisent et deviennent des normes propres au quartier.

■ Nourrir les enfants : la cantine, c'est vendredi

La santé n'est pas seulement une question de soins mais également de comportements individuels et collectifs au rang desquels l'alimentation. Nous nous centrons ici sur des pratiques alimentaires des plus socialisées : l'alimentation en collectivité. Partout, faire ou non déjeuner son enfant à la cantine ne renvoie pas tant à une question d'économie ou d'organisation du temps, qu'à une dimension d'identité et de reconnaissance. L'anthropologie a largement montré comment l'alimentation est culturellement pensée : chacun mange ce que son groupe d'appartenance lui a appris à manger. Manger, c'est toujours affirmer une identité à la fois individuelle (j'aime, je n'aime pas) et collective (aliments conseillés, autorisés, déconseillés, interdits) organisée par les règles de ce qu'il est convenu de manger et de ne pas manger [Poulain, 2013]. La cantine scolaire est ainsi un lieu collectif autour duquel se construisent dans le quartier des processus de séparation : on est ce qu'on mange et manger ce que l'autre mange peut entraîner le risque de devenir cet autre. Ainsi la religion ne s'affirme pas explicitement, elle

reste souvent un non-dit, mais elle est de fait un « distributeur identitaire » : « les enfants se mettent à se surveiller sur ce qu'ils mangent », nous dit un éducateur.

Notre terrain à la cantine de l'école élémentaire du quartier montre une situation très marquée selon les jours de la semaine. Alors que le vendredi, nommé ici par tous « jour poisson », la cantine est pleine à craquer, les autres jours, elle est aux deux tiers vide. Ce constat ne manque pas de frapper tant il constitue une spécificité du quartier, comme une règle en voie de généralisation : repas à l'école le vendredi, à la maison les autres jours.

Cette fluctuation de fréquentation de la cantine scolaire par les enfants, due au fait que les menus comprennent de la viande du lundi au jeudi, fait cependant l'objet de peu de désaccords au sein des institutions. La désertion de la cantine par des enfants pauvres trois jours par semaine ne semble pas *a priori* leur poser de problème, comme si cette situation était désormais entrée dans les mœurs. Lorsque nous posons la question de cette fréquentation différenciée selon les jours, les élus agacés renvoient la responsabilité aux parents : « Il y a déjà un repas sans porc. On ne va pas se mettre à faire du halal. » De leur côté, les mères affirment que « la mairie ne veut pas faire de repas pour nous » ; ce « nous » désignant les habitants musulmans du quartier, mais sans faire explicitement référence à la religion.

Une maman évoque le fait que sa fille est forcée à midi de goûter aux plats qui lui déplaisent et qu'elle revient à la maison avec mal au ventre : « Elle n'ose pas refuser, je suis allée voir la responsable et j'ai essayé de lui expliquer, mais ça ne se passe pas très bien. Moi je demande seulement des repas végétariens, ma fille ne mange pas de viande, voilà. » De son côté l'employée municipale encadrant la cantine renvoie les parents à la nécessité : « S'ils s'organisent pour manger à la maison les autres jours, c'est qu'ils n'ont pas vraiment besoin de la cantine », faisant implicitement référence au fait que dans le quartier les parents sont rarement en situation d'emploi. Elle explique son attitude par la montée des pratiques religieuses dans le quartier et justifie son insistance par la dimension éducative et la lutte contre le « communautarisme » : « Il faut les éduquer à manger de tout, c'est la laïcité. » Il va de soi pour elle que ce « tout » alimentaire est défini et épuisé par l'offre des cantines scolaires françaises, l'alimentation au sein de ces dernières étant pensée comme universelle.

Même s'il est souvent masqué sous des crispations idéologiques autour de la laïcité, l'enjeu économique et politique est déterminant pour comprendre ce qui

se passe sur notre terrain : au cours d'un entretien, un responsable territorial admet que le coût d'un retour de ces enfants vers les cantines scolaires a été calculé pour l'ensemble de la ville et qu'il est apparu prohibitif à la collectivité, comme une perte sèche dans le budget municipal de plusieurs centaines de milliers d'euros. La désaffection massive des cantines dans les quartiers, habituellement référée aux choix religieux des publics, apparaît ici comme largement co-organisée par des choix économiques et politiques des élus et sans considération des conséquences en matière de santé [Haut conseil de Santé publique, 2016]. La culture du quartier apparaît alors comme un produit des choix imbriqués des uns et des autres et s'alimente à bien d'autres sources que celles des valeurs ou des origines culturelles des habitants. Le quartier fait ici à nouveau système.

Cette situation de désertion de la cantine a pris de l'ampleur au début des années 2000, se renforçant depuis d'année en année [Papi, 2012]. Les enfants des familles concernées, qui sont pour une grande part au taux le plus bas pour le calcul du coût du repas à la cantine, rentrent donc chez eux à midi. Rappelons-nous que, dans les années 1970 et 1980, des aménagements, que l'on ne nommait pas encore « accommodements raisonnables » [Bouchard et Taylor, 2008], avaient conduit assez facilement à concevoir des menus de substitution, beaucoup plus difficiles à obtenir aujourd'hui. Certaines mairies ont trouvé des réponses avec les menus végétariens, mais le refus de bouger sur ces questions est aujourd'hui marqué dans de nombreuses communes.

■ Éduquer : à l'école

Dans le groupe de femmes au sein duquel nous échangeons, la réputation médiatique du quartier et de son école affleure. Les débats sur les attentats, le voile, la circulaire de l'Éducation nationale de 2012 pouvant interdire aux mères portant un foulard d'accompagner des sorties scolaires, ou encore l'affaire du burkini à l'été 2016 sont souvent évoqués : « J'ai été choquée, moi aussi, je vais sur la plage comme ça. » À l'extérieur du quartier, les mères ont le sentiment qu'elles sont déplacées, inappropriées, entachées par leur appartenance ethnique et par leur apparence physique, comme marquées de traces indélébiles. Les femmes disent s'habituer à ce stigmate, à l'extérieur du quartier. Fatima, née française et de nationalité française, raconte : « C'est souvent, des remarques, des regards. »

À l'intérieur du quartier, on ne parle pas de tout cela, ni devant l'école. Mais ici encore, une photographie montrerait immédiatement qu'il ne s'agit pas d'une école ordinaire. Il y a les corps, marqués des logiques culturelles et sociales, les codes vestimentaires, les couleurs. Dehors, des habitants issus des minorités visibles et, dedans, l'école des enseignants et personnels du périscolaire qui, venant en voiture le matin pour travailler, se garent dans l'enceinte de l'établissement. Les rapports de pouvoir se lisent ainsi dans les relations sociales et symboliques du quartier : ceux qui y passent et ceux qui y vivent, eux et nous, le monde des autres et le nôtre.

En effet, malgré sa vocation affirmée de socialisation et d'émancipation, l'école s'impose dans les propos comme appartenant à un monde qui, au-delà de l'appréciation que l'on peut avoir de telle ou telle maîtresse, exclut ou humilie, décide de tout : son langage, ses règles, ses normes, s'imposent aux élèves et aux parents comme celles d'un univers qui n'est pas le leur [Raveaud, 2003]. Les mères relatent les réflexions qu'elles entendent, les petites humiliations qu'elles vivent. Plusieurs racontent un matin qu'une directrice d'école maternelle a refusé d'accueillir pour la journée complète des enfants, pourtant de plus de trois ans, au motif que l'école n'a pas assez de lits pour la sieste. « C'est peut-être parce qu'elle croit qu'on peut nous traiter comme ça et qu'on ne dira rien. Certaines mères ne reviennent pas les chercher entre midi et deux, moi je n'ose pas », explique Aïcha. Une autre raconte le renvoi chez eux d'un père et ses deux jumeaux au motif que ces derniers étaient habillés de façon identique, arguant qu'« on ne pouvait pas les différencier et ce n'est pas bien ». Une autre ajoute qu'on lui a dit qu'acheter des « marques » serait bien plus adapté que les produits bon marché qu'elle met chaque jour dans le sac de son enfant pour le goûter.

Les mères du quartier savent, sans toujours le formuler et surtout sans en objectiver concrètement les effets, ce que montrent les enquêtes et que les parents des classes moyennes et supérieures ont intégré : les contextes éducatifs et la concentration d'élèves en difficulté influent fortement à la fois sur les pratiques et les comportements des enseignants et sur les résultats scolaires des enfants [CNESCO, 2016]. Ainsi, la pratique de l'évitement scolaire, consistant à inscrire son enfant dans un autre établissement que celui prescrit par la sectorisation, n'est pas limitée aux catégories supérieures : le taux d'évitement des écoles maternelles et primaires avoisine ainsi les 40 % dans le quartier. Ici, comme ailleurs, les parents sont sensibles à la concentration

socio-ethnique et s'en inquiètent. Dans les entretiens et les échanges informels, les mères le disent : « À l'école, les enfants sont rassemblés entre eux, du même endroit, comment ils peuvent s'ouvrir ? Moi, quand j'étais petite on avait plein de copines françaises. » Une autre raconte son choix du secteur privé. Ensemble, elles échangent sur les différences de fonctionnement de l'école qu'elles ont pu observer : « Les enfants ne font pas le programme, ça je l'ai compris tout de suite, ils n'ont pas les mêmes exercices, c'est beaucoup plus facile ici. » Elles comprennent que les enfants, à rester entre eux, ne peuvent pas prétendre au même niveau scolaire, d'autant qu'ils ne sont pas notés de la même façon, elles comparent les exercices scolaires : « Il avait toujours 15 et 16 et, lorsqu'il est passé au privé, il a eu à peine 10, il a fallu travailler beaucoup, et l'année d'après il n'a pas été accepté. » Pourtant, l'école reste l'école du quartier et nombre de mères y sont attachées.

Pour les familles, les questions d'éducation sont l'affaire des femmes, et ces dernières se retrouvent à l'école, pour différentes réunions, consacrées à la scolarité ou à des thèmes plus largement consacrés aux enfants et aux adolescents. Elles se retrouvent en dehors de la maison pour « discuter de tout et de rien », mais elles nous expliquent aussi que leurs maris ne sont pas favorables à des réunions s'il n'y a pas une bonne raison. La sociabilité entre voisines constitue un alibi pour rassurer les conjoints et les fils concernant ces activités, en dehors du travail domestique. Mais les négociations peuvent échouer : une mère co-fondatrice d'une toute jeune association de parents d'élèves du primaire nous annonce arrêter son activité. On nous dit qu'« elle a été reprise en main. On la voit aller à la mosquée avec des gants. »

Concernant le temps scolaire et périscolaire, les mères de famille décrivent un milieu souvent hostile, mais sans jamais accuser individuellement les professionnels. Leurs difficultés concernent la façon dont les enfants sont livrés à la culture du quartier, en particulier dans la cour de récréation, qui est à la fois le théâtre de l'expérience individuelle et celui des décalages normatifs entre les institutions scolaire et familiale [Delalande *et al.*, 2015]. Cette cour que nous avons longuement observée est un espace limité et circonscrit que les enfants peuvent contrôler et sur lequel ils s'entraînent, à l'aide d'une sorte de pédagogie invisible, à interioriser et à imposer l'ordre social du quartier, en particulier dans la séparation entre les sexes [Guérandel et Beyria, 2010]. Ainsi les garçons apprennent-ils très jeunes à contrôler les filles à travers des jeux qui occupent le centre de la cour, les filles se tenant sur

les côtés [Zoïa et Visier, 2016]. Cette organisation est entretenue par un règlement local de l'école interdisant tout objet et donc tout jeu dans la cour. Interrogés, les enseignants raisonnent sous l'angle majeur des risques d'accident, de racket et d'incivilités. Pour la directrice : « Ici la première mission de l'école c'est la sécurité. » Les enseignants envisagent la cour comme un panoptique dans lequel « la surveillance doit être possible à partir d'un point unique », ce qui permet de ne déléguer qu'un enseignant par récréation pour surveiller la cour. Une fois encore, les codes de fonctionnement de la cour d'école ne proviennent pas de la culture des uns (les enfants) ou des modes d'organisation des autres (les enseignants) mais de l'articulation entre ces différentes dimensions. De plus, ces deux dernières années, la logique de la sécurité a pris le pas, davantage ici qu'ailleurs, sur toute autre logique et notamment celles de l'éducation et du bien-être. La sécurité n'apparaît plus comme une condition du bon fonctionnement scolaire mais comme une finalité.

Nous observons que l'ensemble des acteurs concernés (enfants, mères et professionnels) s'organisent en se sur-adaptant à des règles que le quartier à la fois détermine et entretient. Le contrôle, qui n'est pas seulement le fait des professionnels, conditionne les relations sociales à l'école comme dans l'ensemble du quartier. Ainsi, plus les enfants grandissent, plus le contrôle est assuré par la rue, devenant alors un espace de socialisation concurrent. Une enseignante de primaire nous livre :

Jusqu'en CM1, CM2, on retrouve nos petits d'année en année. On sent bien que l'école c'est un monde différent du leur, mais on y arrive. Mais en CM2 il se passe quelque chose : ils nous échappent, ils sont ailleurs, comme déjà pris par le quartier, mais ils sont calmes, ce n'est pas le problème. En fait, c'est comme s'ils me regardaient et disaient : « Cause toujours. » Comme s'ils avaient appris à ne plus rien nous dire, à ne plus faire confiance, on devient des étrangers, eux et moi.

À côté de l'institution scolaire, une association fonctionne pourtant dans le quartier comme une véritable seconde école. Tous les jours à la sortie des classes, ses éducateurs, jeunes en contrat aidé et bénévoles assurent pour plus de la moitié des enfants scolarisés le soutien scolaire. Elle offre au sein du quartier un espace quotidien d'accueil aux parents pour les aider à régler divers problèmes administratifs ou familiaux, jusqu'à promouvoir récemment une « femme-relais » pour accompagner d'autres mères dont les fils ont été, comme le sien, enrôlés pour le

djihad. L'association est toutefois regardée avec méfiance par les élus municipaux qui y voient une concurrence avec leur modèle social municipal : « Ils sont trop proches des habitants, ça s'est énormément tendu ces derniers mois », nous dit un responsable – faisant référence à un incident opposant une famille et les enseignants –, « dans un quartier, dernièrement, on n'accepte plus les associations dans les écoles, tout est en train de se refermer, on ne maîtrise plus rien, on doit protéger nos personnels. »

Au-delà de la défiance réciproque, sociologiquement documentée, entre familles populaires et école, le quartier constitue un univers moral propre. La tentation de la délinquance et celle de la radicalisation constituent à la fois des formes de contrôle et des offres organisées et concurrentes de socialisation du quartier. Les enfants sont concernés très tôt par l'offre de délinquance dans le quartier. Parents comme éducateurs savent qu'à dix ans à peine, une carrière de guetteur est possible, en effectuant des petits « services », comme « aller acheter des cigarettes » contre quelques euros. La nature des services s'accroît en même temps que les gains : « Lui, je l'ai connu en maternelle, aujourd'hui il recrute [...]. Il y a sur le quartier cinq ou six familles qui tiennent les affaires. »

Plusieurs des mères dont les fils sont partis combattre en Syrie décrivent *a posteriori* des indicateurs d'alerte qu'elles n'ont pas su interpréter : l'arrêt des activités mixtes, les loisirs, la fréquentation soudaine de la mosquée, la rupture avec des parents regardés comme pas assez pieux. « “Qu'est-ce que tu fais comme ça, j'ai honte, comment tu es habillée” : voilà ce qu'elle m'a dit », raconte Rachida, qui reçoit très épisodiquement des nouvelles de son fils parti en Syrie, et que sa fille a violemment menacée. Elle nous raconte sa détresse : « Dans le quartier, les voisins ne me soutiennent pas, on n'ose pas leur parler, on ne sait pas de quel côté ils sont, l'imam ne parle même pas français ici, mon grand fils est en prison. Les recruteurs, la police les connaît mais ils disent qu'ils ne peuvent rien faire, ils les relâchent tout de suite. » À la suite de ces départs, Rachida et quelques autres dans son cas se sont regroupées pour échanger à propos de leurs expériences, se montrer des photos, pleurer et rire, aussi, de l'absurdité d'une situation dans lesquelles elles sont piégées. « Maintenant, j'ai peur que mon plus jeune s'approche de la mosquée, je ne veux plus qu'il y aille », affirme Naima, pourtant croyante et voilée. Nous sommes face à ce que fait le quartier : il change les façons de vivre et de travailler, produit de l'organisation sociale et des

formes de contrôle alternatives qui font système, parfois jusqu'au clientélisme. Nous avons constaté comment, par exemple, l'abandon de poursuites judiciaires par un responsable de l'éducation nationale avait pu s'échanger, sans bruit, contre la non mise à exécution de menaces sur les enseignants.

■ L'islam comme principe organisateur de la culture de la pauvreté

Ces dernières années et plus encore depuis la vague d'attentats qui a marqué le pays, l'islam est devenu le prisme majeur de lecture des quartiers : la catégorie religieuse est désormais d'un usage très ordinaire. Notre enquête confirme que la religion sert désormais de marqueur de l'altérité et constitue le registre interprétatif d'analyse et d'action à la fois des uns (habitants des quartiers) et des autres (professionnels et décideurs). La catégorie « islam », en France, serait alors en train d'acquiescer une fonction similaire à celle de « race » aux États-Unis. Cette islamisation est une forme particulière d'ethnisation des relations sociales d'abord à partir des activités élémentaires de la vie quotidienne et de leur interprétation : manières de s'habiller, de manger, de parler.

On pourrait même parler de « racialisation », si le terme « race », courant dans la littérature anglo-saxonne mais à peu près impossible à mobiliser en France, n'était pas porteur d'une dimension biologique fantasmagorique. Pour ne pas l'utiliser, chacun emprunte au répertoire de la nationalité, des origines et de la culture, mais ces répertoires mobilisés séparément peinent à rendre compte de la superposition des dimensions sociales et spatiales, des origines et de la visibilité (au sens de « minorités visibles »). C'est bien pourtant de cette superposition dont il est question ici et quand on évoque en sciences sociales la question de la « race », comme lorsque l'on mentionne la question du « genre ». Dire « race » réfère à une relation entre deux groupes et non à des caractéristiques essentielles de chacun des groupes.

C'est ainsi que les femmes racontent qu'elles comprennent très vite que quelque chose de grave se passe en France à travers les yeux qui se posent sur elles, lorsqu'elles sont au supermarché, dans un parc, en ville. Elles ont pris l'habitude de ces regards hostiles et ordinaires.

Mais le regard pèse aussi du dedans : le marqueur religieux est simultanément une réalité interne du quartier, pour elles comme pour l'ensemble des

habitants. Au moins neuf départs vers la Syrie ont eu lieu, et les femmes dont les fils sont partis, et pour certains décédés, rejoignent les constats des professionnels du quartier sur la montée de la religiosité (qui se traduit ici par des codes vestimentaires et alimentaires, la fréquentation de la mosquée, une sociabilité rituelle, etc.). L'islam fait aujourd'hui figure de principe organisateur des expériences du quartier, d'un récit du quartier, que ce soit de l'extérieur (des professionnels) ou de l'intérieur (les habitants).

Récemment, le cadre problématique français relatif à la place de l'islam s'est focalisé sur la compréhension du terrorisme djihadiste, se partageant entre une approche plutôt culturaliste, qui privilégie le fait religieux, et une autre qui considère la domination subie par une génération ségréguée, reléguée, désaffiliée, méprisée. Ce clivage prend notamment les femmes pour objet : dominées/libres, actrices/passives, communautaristes/citoyennes. La rigidité de cette alternative s'inscrit dans une tradition sociohistorique de méfiance « républicaine » pour les questions culturelles où la culture ne serait rien d'autre qu'une sous-catégorie ou un voile du social. Ce conflit entre « radicalisation de l'islam » [Kepel et Jardin, 2015] et « islamisation de la radicalité » [Roy, 2015] ne rend pourtant pas compte de ce que fait le quartier aux individus, ni de la topographie différenciée des socialisations que nous avons tenté ici de restituer.

Certaines femmes mènent un combat de fond, silencieux et périlleux. Ainsi Soumia, voilée alors que sa fille de 15 ans ne l'est pas, et dont le jeune frère est radicalisé, relate être « mariée à un homme qui n'est pas barbu et qui [lui] dit : "Pour le voile débrouille-toi" ». Elle observe la montée de la radicalisation religieuse autour d'elle tout en se démarquant de la conception de l'égalité homme/femme dominante chez les professionnels qui assimile l'émancipation à l'occidentalisation et la sécularisation. Simultanément, elle affiche sa distance avec un intégrisme musulman féminin, en concédant qu'« il y a de plus de plus de femmes qui s'isolent », et se démarque du discours affirmant la domination masculine dans les quartiers qui, à la fois, stigmatise les hommes et lui renvoie l'image d'une femme sans caractère ni personnalité : « Ce qu'ils ne savent pas, ceux qui disent ça, c'est que la première chose qu'une fille apprend au Maroc, c'est qu'un homme, il faut savoir le tenir, le contrôler. » Soumia nous annonce récemment son désir de quitter le quartier « pour les enfants » : « Ils veulent partir d'ici. »

Le quartier offre donc des conditions de socialisation et produit un système de valeurs en décalage avec les

normes sociales « légitimes » : elles sont incorporées, y compris physiquement, à travers les codes corporels et langagiers, et les compétences sociales. Ces processus renforcent une expérience de séparation propre au quartier, qui produit des formes de sur-socialisation. Celles-ci sont le contraire de la désorganisation anémique quelquefois diagnostiquée dans les quartiers pauvres. Comme l'exprime un éducateur :

Ce que je vois c'est de la sur-adaptation par rapport à ce que les gens vivent. Les jeunes par exemple vont porter un short et deux joggings par-dessus. Comme ça, ils peuvent changer de vêtement en fonction des embrouilles de rue avec les flics. Il y a plein de petits trucs comme ça.

Cette sur-adaptation ne signifie en rien un monde idéalisé : organisation ne signifie sûrement pas cohésion, solidarité, confiance. Au sein de cette unité socio-spatiale imposée qui interroge l'idée de ghetto,

chacun dépend de la définition que les autres lui donnent et la base de la confiance est très étroite. Ce monde organisé et sur-socialisé est aussi un monde de méfiance et de silence. Les écarts par rapport à la norme sont sanctionnés : la maladie, le divorce, les départs en Syrie sont des réalités du quartier qui ne font l'objet d'aucun soutien.

Presque un demi-siècle après les travaux de Colette Pétonnet sur la banlieue parisienne, nous constatons que les mêmes processus que ceux qu'elle avait décrits sont à l'œuvre. La cité se constitue comme un groupe, du fait de l'enracinement des habitants dans l'espace offert, de l'existence des relations interpersonnelles, de la création de sous-groupes et d'un vécu propre au quartier.

Cependant, loin de la référence au monde ouvrier qui marquait encore les quartiers français à la fin du xx^e siècle, l'islam est aujourd'hui devenu le langage d'un processus de séparation dans lequel les femmes sont à la fois un objet de concurrence et un sujet à l'intersection de plusieurs formes de domination. ■

I Notes

1. Cet article doit beaucoup à D. Lapeyronnie qui est à l'origine du groupe de recherche « Femmes et quartier ». Elle a été en partie financée par un programme SHS

de la Ligue contre le cancer. Nous remercions aussi les membres de l'équipe qui participent à la recherche : G. Birouste, M. Collet, J. Cohen-Scali pour le recueil des données, et G. Moutot pour sa relecture attentive.

2. Amorcée dans le cadre d'une commande institutionnelle de la ville à l'occa-

sion de la reconstruction de son école élémentaire, cette enquête a été prolongée par un programme financé par la Ligue contre le cancer.

3. Terme du dialecte marocain désignant les non-Marocains « occidentaux ».

I Références bibliographiques

AVENEL Cyprien, 2016, « La question des quartiers dits "sensibles" à l'épreuve du ghetto », *Revue économique*, vol. LXVII, 3 : 415-441.

BACQUÉ Marie-Hélène et al. (dir.), 2014, « *The Wire* », *L'Amérique sur écoute*, Paris, La Découverte.

BOUCHARD Gérard et Charles TAYLOR, 2008, *Fonder l'avenir le temps de la conciliation : rapport*, Québec, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles.

BREUIL-GENIER Pascale et Céline GOFFETTE, 2006, « La durée des séances des médecins généralistes », *Études et résultats. DREES*, n° 481.

CNESCO, 2016, *Inégalités sociales et migratoires. Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités ?*, Paris, CNESCO éditions.

http://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/10/1610927_Rapport_Cnesco_Inegalites-4.pdf

DELALANDE Julie, Nathalie DUPONT et Laurence FILISETTI, 2015, « L'expérience éducative et la participation des acteurs - Adultes, enfants et jeunes - Dans le partage des responsabilités »,

Nouvelles Sciences de l'éducation. Pour l'Ère nouvelle, XLVIII, 1 : 7-22.

DORLIN Elsa, 2012, « De l'usage épistémologique et politique des catégories de "sexe" et de "race" dans les études sur le genre », *Cahiers du Genre*, 39 : 83-105.

FELOUZIS Georges, Françoise LIOT et Joëlle PERROTON, 2005, *L'Apartheid scolaire*, Paris, Le Seuil.

GÖLE Nilüfer, 2005, *Interpénétrations. L'Islam et l'Europe*, Paris, Galaade.

GUÉRANDEL Carine et Fabien BEYRIA, 2010, « La mixité dans les cours d'EPS d'un collège en ZEP : entre distance et rapprochement des sexes », *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*, 170 : 17-30.

HAUT CONSEIL DE SANTÉ PUBLIQUE, 2016, *Crise économique, santé et inégalités sociales de santé*, Paris, La Documentation Française.

HOGGART Richard, 1970, *La Culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit.

KEPEL Gilles et Antoine JARDIN, 2015, *Terreur dans l'Hexagone : genèse du djihad français*, Paris, Gallimard.

KOKOREFF Michel, 2009, « Ghettos et marginalité urbaine », *Revue française de sociologie*, vol. L, 3 : 553-572.

LAGRANGE Hugues, 2014, « Le renouveau religieux des immigrants et de leurs descendants en France », *Revue française de sociologie*, vol. LV, 2 : 201-244.

LAPEYRONNIE Didier, 2008, *Ghetto Urbain*, Paris, Robert Laffont.

LEWIS Oscar, 1978, *Les Enfants de Sánchez : autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard.

PADDEU Flaminia, 2013, « De la santé environnementale à la justice environnementale : l'enjeu de l'asthme infantile dans le South Bronx (New York) », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*. [En ligne], vol. IV, 2 | Juillet juillet 2013, mis en ligne le 16 juillet 2013

PAPI Stéphane, 2012, « Islam, laïcité et commensalité dans les cantines scolaires publiques », *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, 1296 : 126-135.

PÉTONNET Colette, 1979, *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée.

POULAIN Jean-Pierre, 2013, *Sociologies de l'alimentation : les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Paris, Presses universitaires de France.

RAVEAUD Maroussia, 2003, « Minorités, ethnicité et citoyenneté : les modèles français et anglais sur les bancs de l'école », *Revue française de pédagogie*, vol. CXLIV, 1 : 19-28.

ROY Olivier, 2015, *Le Djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste*, http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste_4815992_3232.html (consulté le 30 septembre 2016).

SHON Jean-Louis Pan Ké, 2009, « Ségrégation ethnique et ségrégation sociale en quartiers sensibles », *Revue française de sociologie*, vol. L, 3 : 451-487.

WILSON William Julius, 2010, *More than Just Race: Being Black and Poor in the Inner City*, New York/London, W. W. Norton & Company.

ZOÏA Geneviève, 2010, « Faut-il avoir peur de l'ethnicité ? Le cas français », *Anthropologie et Sociétés*, vol. XXXIV, 2 : 199-223.

ZOÏA Geneviève et LAURENT VISIER, 2016, « Construire l'école du bien-être dans un quartier pauvre. Une expérience d'accompagnement sociologique », *Espaces et sociétés*, 166 : 79-93.

ABSTRACT

Neighborhood Culture: Muslim Women in Segregated Territory

This article describes three years of ethnographic fieldwork in a poor neighborhood in a medium-sized French city. The study focused on the experience of Muslim women during three moments of their life: Medical care, their children's nutrition at school, and education, demonstrating how a neighborhood can constitute a specific social organization, as contemporary Islam becomes an important framework for analysis and action for both residents and professionals.

Keywords: Poverty. Neighborhood. Women. Muslim. Culture

ZUSAMMENFASSUNG

Muslimische Frauen in armen Wohnvierteln. Territorium, Gesundheit, Bildung

Dieser Artikel fasst drei Jahre eines ethnographischen Forschungsprojekts, das in einem Viertel einer mittleren französischen Stadt durchgeführt wurde, zusammen. Der Artikel beschreibt Erfahrungen muslimischer Frauen auf Grundlage von drei Momenten: die Gesundheitsvorsorge (der Arztbesuch), die Ernährung der Kinder (die Kantine) und die Erziehung (die Schule). Es wird aufgezeigt, wie das Viertel eine spezifische soziale Organisation produziert, während der Islam der zentrale Analyse- und Handlungsrahmen wird, sowohl der Bewohner als auch des betroffenen Fachpersonals.

Stichwörter: Armut, Viertel, Frau, Muslim, Kultur.

RESUMEN

Mujeres musulmanas en un barrio popular. Territorio, salud, educación

Este artículo relata tres años de investigación etnográfica en un barrio pobre de una ciudad francesa de tamaño medio. Describe tres momentos-clave de la experiencia de mujeres musulmanas: la salud (la consulta médica), la alimentación de los niños (la cantina) y la educación (la escuela). Demuestra como el barrio produce una organización social específica mientras el islam se convierte en el marco mayor de análisis y de acción, tanto de los habitantes como de los profesionales.

Palabras-clave: Pobreza. Barrio. Mujer. Musulman. Cultura.